per
sée

Mil neuf cent

La réception de l'œuvre de Karl Marx par les économistes français (1871-1883)

Jacqueline Cahen

Citer ce document / Cite this document :

Cahen Jacqueline. La réception de l'œuvre de Karl Marx par les économistes français (1871-1883). In: Mil neuf cent, n°12, 1994. Ce que le lecteur fait de l'œuvre. pp. 19-50.

doi : 10.3406/mcm.1994.1107

http://www.persee.fr/doc/mcm_1146-1225_1994_num_12_1_1107

Document généré le 16/10/2015

BY: $ = creative commons

La réception de l'œuvre de Karl Marx par les économistes français (1871-1883)

JACQUELINE CAHEN

Dans la « Postface » que Marx rédigea, en janvier 1873, pour la seconde édition allemande du *Capital,* il note à propos des différentes recensions de son livre parues dans la presse : « La méthode employée dans *Le Capital* a été peu comprise, comme suffisent à le montrer les conceptions contradictoires qu'on en a eues. » [1] On connaît, par ailleurs, sa réaction agacée à la lecture d'un texte de Jules Guesde : « Ce qu'il y a de certain, c'est que moi je ne suis pas marxiste ! » Il ne s'agit pas là d'une simple boutade. Le dirigeant socialiste percevait à quel point ses idées, parce qu'elles étaient en rupture avec les modes de pensées reçus — que ce soit chez les intellecttuels ou chez les socialistes — avaient du mal à s'imposer.

En fait, le problème de la réception de l'œuvre de Marx, plus d'un siècle après, conserve tout son intérêt pour l'historien. Car si celle-ci a, bien évidemment, imprimé sa marque puissante sur l'évolution tourmentée du XX^e^ siècle, ce fut d'une façon profondément singulière : en opposition quasi permanente, pourrait-on dire, avec ce qui fut le projet avoué de l'auteur. Que l'on songe, en premier lieu, au marxisme ; ou plutôt à ces marxismes, pluriels et contradictoires, conduisant tantôt au réformisme de la social-démocratie, tantôt à l'idéologie d'Etat de dictatures sanglantes se prétendant celles de classe ouvrière. Mais les marxismes, ces configurations idéologico-politiques, différentes et pourtant indissociables de la pensée de Marx

1. K. Marx, « Postface à la deuxième édition allemande », *Le Capital,* Livre I, Messidor/Ed. sociales, 1983, p. 14.

Persée creative commons

lui-même, ne sont pas les seuls vecteurs par lesquels celle-ci s'est inscrite dans l'histoire.

Son œuvre se veut tout autant scientifique que politique. Cependant sa conception même de ce qu'est la science est originale. Elle inclut notamment la critique des savoirs institués — philosophie et économie politique en particulier — de leurs fondements et de leurs finalités. Aussi n'est-il pas étonnant que dès la fin du XIX^e siècle, au moment où s'individualisent et se structurent les sciences sociales naissantes, sa théorie se trouve l'objet d'interprétations diverses et de contestations, nuancées ou acerbes, de la part d'intellectuels — économistes, philosophes, sociologues — qui pourtant, l'appréhendant à partir des perspectives propres à leurs disciplines, s'exposent à en briser l'unité postulée et à en transformer le sens.

Analyser l'accueil réservé à Marx par les intellectuels suppose une problématique de la réception impliquant que la transmission de la pensée n'est pas un mécanisme simple, à sens unique, et univoque ; qu'elle n'est pas, non plus, un processus purement intellectuel, abstrait, qui serait coupé de toute insertion sociale et temporelle. L'auteur, ses écrits et leur diffusion matérielle ne sont pas seuls en jeu. L'attention doit se déplacer du côté du lecteur. Il s'agit d'abord de saisir ce qui le pousse à la rencontre du théoricien ou, au contraire, le retient de s'y intéresser ; comment ses motivations personnelles s'articulent avec les préoccupations, scientifiques et politiques, qui sont celles de son milieu socioprofessionnel et de son époque, pour rendre compte de l'intérêt prêté, ou refusé, à l'auteur. Mais sa lecture elle-même importe tout autant, car chacune, dans sa singularité propre, est révélatrice. Que ce soit par les aspects du texte qu'elle passe, volontairement ou non, sous silence, que ce soit par ses commentaires, voire par ses contresens, elle est créatrice, en ce qu'elle confère aux ouvrages considérés une portée nouvelle significative au regard de l'histoire intellectuelle de la période [2].

Dans cette optique, l'approche de l'œuvre de Marx par le milieu très structuré des économistes français ne manque pas

---

2. Sur ces questions de méthode, voir R. Chartier, « Histoire intellectuelle et histoire des mentalités. Trajectoires et questions », *Revue de synthèse*, 104 (111-112), 1983, pp. 277-307, et Ch. Prochasson, « Histoire intellectuelle/histoire des intellectuels ; le socialisme français au début du XX^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 39, juil.-sept. 1992, pp. 423-448.

d'originalité. Ceux-ci furent les premiers, bien avant les autres corporations intellectuelles et les socialistes eux-mêmes, à lui porter attention. Dans le lourd climat de l'après-Commune, c'est alors surtout la stature politique du dirigeant de l'Internationale qui suscite leur curiosité inquiète. Mais au tournant des années 1880, quand la plupart des économistes, rassurés par l'évolution de la conjoncture, manifeste à son égard une profonde indifférence, une poignée d'universitaires va assurer paradoxalement à l'auteur du *Capital* — de son vivant, et moyennant une lecture hautement réductrice de son livre — une reconnaissance académique réelle bien qu'encore marginale.

La rencontre initiale des économistes avec Marx

En juillet 1872, le *Journal des Economistes,* la vénérable revue du libéralisme français, publie un long article signé de Maurice Block qui résume puis critique *Le Capital* [3]. Dans les années qui suivent, la presse économique multiplie les références au dirigeant socialiste. Les économistes sont ainsi les seuls à l'époque à faire connaître publiquement le nom et les écrits de Marx. Les autres intellectuels, les philosophes en particulier, s'en désintéressent [4]. Quant aux socialistes, désorganisés par la terrible répression qui suit la Commune, ils sont — dans le meilleur des cas — en exil, et réduits pratiquement au silence en France même [5].

Comment expliquer cette priorité, étonnante, des économistes dans l'introduction de Marx en France ? Deux facteurs, pensons-nous, sont à considérer. Le fait, tout d'abord, que l'écono-

---

3. Le *Journal des Economistes* sera désormais noté *JDE.*
M. Block, « Les théoriciens du socialisme en Allemagne. I. Système de M. Karl Marx », *JDE,* 27 (79), juillet 1872, pp. 5-39.

4. Il faut toutefois souligner que le premier compte rendu du *Capital* publié en France l'est dans la revue d'Emile Littré, *la Philosophie positive,* 3 (3), nov.-déc. 1868, pp. 508-509. Il est rédigé par un philosophe positiviste russe, Eugène de Roberty. Mais on ne relève plus ensuite aucune référence à Marx dans les livres et revues de philosophie jusqu'en 1884.

5. On notera cependant que, grâce à sa ténacité et à celle de son éditeur Maurice La Châtre, Marx réussit à faire publier la traduction française du *Capital,* dont les livraisons successives s'étalent de fin 1872 à fin 1875. Aucune revue d'économie ou de philosophie ne rend compte de cette traduction, dont l'existence n'est signalée que par une note d'Emile de Laveleye dans « Le socialisme contemporain en Allemagne », *Revue des Deux-Mondes,* 1er sept. 1876, p. 135.

mie politique constitue, à l'époque, un milieu homogène et fortement charpenté, habitué de longue date à la lutte ouverte contre le socialisme ; mais également le poids d'une conjoncture très particulière, car le choc de l'insurrection parisienne de 1871 va aiguiser encore davantage l'inquiétude des économistes et leur volonté de combattre les doctrines subversives.

La lutte contre le socialisme : une vieille tradition du lobby libéral

La structuration du milieu économiste remonte aux années 1830-1840, en un temps où le foisonnement des théories socialistes et communistes accompagne la violence du mouvement ouvrier naissant. La nécessité de lutter tant contre ces théories pernicieuses que contre tout interventionnisme de l'Etat constituent les deux raisons essentielles qui poussent les économistes à se regrouper afin d'approfondir et de propager le libéralisme. La spécificité de l'économie politique tient, en effet, à ce que, dès l'origine, elle combine les préoccupations proprement scientifiques avec la volonté d'être en prise directe sur la vie économique et sociale. Cette dualité rend compte des formes précoces et particulières d'organisation de la discipline. Il s'agit bien, comme le démontre Lucette Le Van-Lemesle, d'un véritable « lobby », à visée tout autant politique qu'idéologique, qui s'édifie pour tenter d'imposer, de façon très militante, les thèses libérales [6].

Les trois pôles de ce groupe de pression vont donner toute sa cohérence et sa puissance au milieu économiste : la maison d'édition Guillaumin, créée en 1835, le *Journal des Economistes,* revue fondée en 1841, qui devient rapidement la clef de voûte du lobby ; enfin la Société d'économie politique, née en 1842, constituant un véritable « laboratoire d'idées » où se rencontrent intellectuels, publicistes, négociants, industriels et hommes politiques [7].

On ne peut résumer ici la longue lutte menée trente années durant par les économistes à l'encontre des doctrines communistes et socialistes. On notera cependant que celle-ci est structurée

6. Parmi les nombreux travaux qu'elle a consacrés à cette question, voir notamment : L. Le Van-Lemesle, « La promotion de l'économie politique en France au XIX[e] siècle jusqu'à son introduction dans les facultés (1815-1881) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine,* avril-juin 1980, pp. 270-285.

7. *Ibid.*, pp. 283-285.

fondamentalement par l'opposition rigoureuse de la science et de « l'utopie ». Ce terme, en effet, prend sous la plume des partisans du libéralisme un sens bien particulier. Il recouvre « toutes les conceptions d'ordre social où des fins artificielles sont substituées aux fins naturelles, où la volonté humaine est mise au-dessus des volontés providentielles, et se propose de faire mieux qu'elles » [8]. Le clivage est donc clair. D'un côté l'économie politique, la science, qui énonce les « lois naturelles » qui régissent l'ordre social ; de l'autre, tout projet de réforme où se traduit la volonté « de remédier à l'imperfection supposée des lois naturelles » [9] par une organisation « artificielle » de la société. Cette antinomie radicale établit d'abord, il faut le souligner, une équivalence absolue entre la notion d'« économie politique » et le libéralisme intégral, opposé à toute intervention de l'Etat. Elle permet, dans le même mouvement, de construire une véritable continuité entre ceux qui prônent l'ingérence la plus minime soit-elle de l'Etat et les communistes les plus décidés. Tous sont englobés dans la même condamnation, pour crime d'atteinte au droit de propriété, et à la distribution « naturelle » des richesses que celui-ci implique.

Les réformateurs les plus timides sont même jugés les plus dangereux, parce qu'ils cachent mieux un jeu qui ne peut manquer de déboucher, via le socialisme, sur un communisme toujours conçu comme l'écrasement complet de l'individu par l'Etat. Face à cette dangereuse pathologie, à ces « maladies de l'esprit humain » [10], que sont ces utopies « folles », il n'existe qu'un seul antidote : la propagation des « principes sains » de l'économie politique, et parmi eux celui de « l'harmonie naturelle » des intérêts sociaux, que les différents auteurs, dans la foulée de F. Bastiat, ne se lassent pas d'invoquer, comme pour conjurer l'Histoire. Celle-ci n'allait pas tarder à leur infliger une rude secousse.

L'onde de choc de la Commune

Le traumatisme de la guerre civile, venant après celui de la défaite, va jouer un rôle moteur dans la « découverte » de Marx par les économistes. Le soulèvement parisien les pousse,

---

8. H. Passy, article « Utopie », dans C. Coquelin et G. Guillaumin, *Dictionnaire de l'économie politique*, 1854, t. II, p. 798.
9. *Ibid.*, p. 800.
10. H. Baudrillart, article « Communisme », dans *Dictionnaire..., op. cit.*, t. I, p. 427.

compte tenu des inquiétudes et des comportements déjà traditionnels qui sont les leurs face au mouvement ouvrier et socialiste, à redoubler de vigilance. Or si celui-ci a été écrasé et durablement désorganisé en France, il n'en est pas de même à l'échelle européenne. Des menaces subsistent — l'Association Internationale des Travailleurs, mais aussi la vitalité, potentiellement contagieuse, du socialisme allemand — qui alarment fort le libéralisme français. C'est au point exact de convergence de ces deux préoccupations, dans une conception très politique de la science économique, qu'il rencontre Marx.

Au lendemain de la Commune, un véritable climat de psychose se développe à l'égard de l'AIT. Six livres sont publiés en quelques mois à son sujet. Malgré le ton très virulent de ces ouvrages, l'information sur l'histoire de l'Association, ses structures et son fonctionnement est relativement précise. Par contre la place de Marx dans l'organisation reste fort mal connue. Il n'est cité que comme secrétaire correspondant pour l'Allemagne, y compris par Edmond Villetard, rédacteur au *Journal des Débats,* qui publie pourtant intégralement, en annexe de son *Histoire de l'Internationale,* « La guerre civile en France. Adresse du Conseil général de l'AIT », dont il ignore que celui-ci est l'auteur [11]. Seul un pamphlet anonyme, *Les Mystères de l'Internationale,* met en valeur l'importance du chef socialiste ; mais c'est pour le présenter comme l'homme de main de Bismarck, qui lui-même tirerait toutes les ficelles de l'Association [12].

Dans ce contexte très passionnel, l'attitude du *JDE* face à l'AIT paraît presque modérée. La revue ne veut pas en exagérer le danger, pourtant il est clair que la question la préoccupe. Deux articles bien documentés et d'une remarquable neutralité de ton lui sont consacrés coup sur coup. Mais aucun des dirigeants n'y est mentionné.

La première référence au rôle central joué par Marx dans l'Internationale se trouve dans l'article de Maurice Block déjà cité, en juillet 1872, et sous une forme presque marginale. L'auteur note que si le tome deux du *Capital* n'est pas encore paru, depuis cinq ans, c'est « qu'il y a lieu de penser que la direction de l'Internationale absorbe trop le temps de M. Marx » [13]. L'in-

---

11. E. Villetard, *Histoire de l'Internationale,* Garnier frères, 1872, p. 327 *sq.*
12. *Les Mystères de l'Internationale,* E. Dentu, 1871, pp. 29, 40, 108-109.
13. M. Block, « Les théoriciens... », *op. cit.,* p. 7.

formation reprise par le *JDE* de novembre 1872 — où Marx est qualifié de « grand pontife de l'Internationale » [14] — allait être désormais acquise pour la plupart des économistes.

Un précurseur : Maurice Block

Ce texte de Maurice Block est essentiel pour notre propos car il marque la rencontre initiale des économistes et de Marx. Rencontre politique et théorique tout à la fois, et qui tient, plus encore qu'à l'AIT, à la floraison du socialisme allemand qui frappe cet observateur perspicace.

Plusieurs éléments dans le parcours de Maurice Block permettent d'éclairer le rôle indéniable de précurseur qu'il joue dans la « découverte » de Marx. Né à Berlin en 1816, ses parents se fixent rapidement en France ; il sera naturalisé en 1848. Il travaille une quinzaine d'années dans l'administration, où il deviendra sous-chef du service de la Statistique de la France, avant de démissionner pour se consacrer à ses recherches. Outre le *Dictionnaire général de la politique* — dont l'édition de 1873 ne mentionne qu'incidemment Marx, dans l'article sur l'Internationale [15] — il publie divers livres sur la situation politique et sociale des Etats européens qu'il connaît bien. Membre de la Société d'économie politique, il est un collaborateur important du *JDE,* en charge de la revue de la presse économique internationale et de la rubrique sur l'Allemagne. Grand spécialiste du socialisme allemand, il fournit également des textes sur ce sujet à *l'Economiste français,* l'autre revue économique de l'époque [16].

Son intérêt pour ce thème, et notamment pour Marx, ressort en partie de ses origines, et est facilité par son bilinguisme. Mais on peut faire l'hypothèse que comptent aussi les sympathies politiques de sa jeunesse. M. Block signale en effet, au début de son article, qu'il a fréquenté durant quelques mois à Paris, en 1844, Marx et l'équipe des *Annales franco-allemandes,* dont l'animateur lui « a laissé le souvenir d'un homme

---

14. L. Wolowski, « Sur l'utilité pour les ouvriers d'étudier l'économie politique », *JDE,* 27 (83), nov 1872, p. 201.

15. M. Block, *Dictionnaire général de la politique,* nlle éd., O. Lorentz, 1873, t. I, p. 106.

16. Il est élu en 1880 à l'Académie des Sciences morales et politiques, et décèdera en 1901. Sur sa biographie, voir R. D'Amat, *Dictionnaire de biographie française,* t. 6, p. 684.

aussi instruit qu'agréable » [17]. Ces contacts personnels contribuent sans doute à expliquer le ton modéré (quoique sans concession dans la critique) de l'auteur, qui n'hésite pas à écrire que *Le Capital* « est un remarquable travail. Par cet ouvrage M. Marx se classe parmi les esprits analytiques les plus éminents, et nous n'avons qu'un regret, c'est qu'il ait suivi une fausse direction. » [18]

Les indications sur la biographie de Marx données par M. Block sont très incomplètes. Elles concernent surtout la création de la *Gazette rhénane,* dont l'interdiction pour cause de libéralisme excessif, conduisit son rédacteur à Paris, puis à Bruxelles, et enfin à Londres. Il ignore visiblement tout de son activité révolutionnaire dans les années 1848, et de l'existence même du *Manifeste communiste.* Les seuls ouvrages cités sont *Misère de la philosophie* et la *Critique de l'économie politique* de 1859.

Nous reviendrons plus tard sur le contenu de l'article ; car il importe surtout, ici, de faire remarquer dans quel contexte d'ensemble s'insère le travail de Maurice Block. La trentaine de pages qu'il consacre à Marx ne constitue en effet que le premier volet d'une étude sur « les théoriciens du socialisme en Allemagne ». Le second traite des idées de Lassalle, de Schaeffle, et des socialistes de la chaire, ces professeurs d'économie qui viennent de s'organiser, en opposition au libéralisme pur. Tous ces auteurs ont en commun, à ses yeux, de se distinguer des utopistes en ce qu'ils « ont établi des théories et des systèmes pour démontrer que l'organisation sociale (...) n'était fondée ni en droit, ni en justice ». Ces systèmes, ajoute-t-il, l'économie politique a le devoir de les étudier ; elle ne doit pas « reculer devant cet examen de conscience » [19]. Le terme est révélateur. Pour Maurice Block, il est clair que le socialisme ne s'inscrit plus dans le registre de l'utopie, mais constitue désormais une théorie cohérente, rivale — en quelque sorte — de l'économie politique, et qui vient la contester sur son propre terrain. Cette émergence d'un socialisme théorique lui pose d'autant plus problème que jusqu'ici, on l'a dit, la science économique se confond toute entière avec le libéralisme, lequel s'oppose radicalement au socialisme comme le bon grain

17. M. Block, « Les théoriciens... », *op. cit.*, p. 7.
18. *Ibid.*
19. *Ibid.*, p. 6.

des « saines doctrines » à l'ivraie des utopies « démentes ». Or ce qui ressort des articles de M. Block, c'est précisément que la situation change. Le tableau qu'il dresse des « théoriciens du socialisme » allemand souligne cette gradation subtile qui — du chef de l'AIT à ces universitaires réputés que sont les socialistes de la chaire — vient brouiller l'image traditionnelle de l'antinomie économie politique/socialisme.

M. Block ne considère pas Marx comme un « économiste ». Il note toutefois, à propos de sa conception de la valeur-travail : « M. Marx n'est pas seul de cet avis, plusieurs économistes le partagent, entre autres Ad. Smith et Ricardo. » [20] Cette simple remarque ne suffit certes pas à intégrer Marx dans la généalogie des économistes. Mais l'on pressent que, face à ce socialisme théorique, la frontière avec l'économie politique devient floue. En témoigne cette sorte de « lapsus » volontaire : « *En économie politique, ou plutôt en socialisme,* Lassalle est l'élève de M. Karl Marx. » [21] Il en va de même quand il aborde Schaeffle, ancien ministre autrichien et professeur d'économie à Vienne, ou les socialistes de la chaire : en apparence ces hommes sont socialistes, mais en réalité — affirme notre auteur — ils restent tous des économistes.

Il apparaît ainsi que l'une des raisons principales de l'intérêt manifesté par Maurice Block envers Marx se trouve dans cette nouvelle conjoncture théorique qui s'esquisse en Allemagne, et qu'il est le premier à signaler. Elle allait contribuer, quelques années plus tard, à ce que d'autres auteurs se penchent à leur tour sur *Le Capital.*

L'article de M. Block se termine par une condamnation globale de ces « doctrines excentriques ». Elles seront, ajoute-t-il, « facilement vaincues par une contre-propagande. Enseignez les bonnes doctrines et vous empêcherez les mauvaises de s'établir (...). C'est en répandant des idées saines sur les rapports économiques des hommes que nous enlèverons toute influence sérieuse au socialisme. » [22] Cet appel à la lutte idéologique relève de la longue tradition militante de l'économie politique, à laquelle les événements de 1871 ont donné une nouvelle actualité. C'est ainsi qu'après la Semaine sanglante,

---

20. *Ibid.*, p. 26.
21. M. Block, « Les théoriciens du socialisme. II Lassalle, les Fédéralistes, les Sentimentalistes », *JDE,* 27 (80), août 1872, p. 162 (souligné par nous).
22. *Ibid.*, p. 184.

Joseph Garnier n'hésitait pas à écrire : « Tous ces malheurs, tout ce délire, toutes ces souffrances, tous ces désastres, toutes ces horreurs, ont en grande partie pour cause première l'ignorance des saines notions de l'organisation sociale. » [23] Le thème est repris par beaucoup d'autres, et c'est bien dans cette conception très politique de la science économique — quoique sur un ton plus modéré — que s'inscrit également le travail de M. Block.

Texte fondateur, son article l'est donc à un double titre. Cette première analyse approfondie du *Capital* reconnaît déjà, de fait, son auteur parmi les théoriciens de l'économie. Mais en désignant Marx comme dirigeant de l'AIT et en justifiant l'étude de sa doctrine par la nécessité du combat contre le socialisme, il s'insère aussi pleinement dans ce climat des lendemains de guerre civile qui conduit les économistes — et eux seuls précisément — à la rencontre du dirigeant socialiste. On saisit là, sur le vif, ce qui permet de comprendre la priorité de l'économie politique dans la découverte de Marx. A la différence de la philosophie ou de l'histoire, les motivations scientifiques y sont beaucoup plus immédiatement liées au projet politique de défense de l'ordre socio-économique existant. On notera cependant que, dès lors, ces deux ordres de finalités, scientifiques et politiques, vont quelque peu se disjoindre dans le temps : sous l'effet de l'onde de choc de la Commune, et jusqu'en 1878, ce sont les préoccupations politiques qui l'emportent largement dans l'accueil réservé à Marx par les économistes.

Un intérêt avant tout politique pour Marx (1872-1878)

Durant les années 1870, le lobby libéral est au sommet de sa puissance. La cohésion du groupe tient avant tout à son engagement idéologique. Le libéralisme — dans sa version française, très marquée par l'héritage de J.B. Say et de F. Bastiat — est pour lui un véritable dogme, incarné par un chef prestigieux et rigide, Joseph Garnier. Les quelques nuances que l'on observe sur la question centrale du refus de l'intervention de l'Etat dans l'économie n'empêchent pas même les plus modérés de redouter, avant tout, l'étatisme — dont le socialisme et le communisme leur apparaissent comme l'aboutissement inévitable.

---

23. J. Garnier, « Chronique économique », *JDE*, 22 (66), juin 1871, p. 480.

Il existe toutefois deux exceptions notables à cette belle unanimité : l'éminent professeur belge, membre de l'Académie royale de Belgique, Emile de Laveleye (1822-1892) [24], et Paul Cauwès (1843-1917), un juriste qui obtient en 1873 la chaire, convoitée par beaucoup, d'économie politique de la Faculté de droit de Paris. Deux hommes dont l'hétérodoxie explique l'originalité de la lecture qu'ils firent de Marx. Le premier est proche des socialistes de la chaire. Quant au second, il prône le protectionnisme et une certaine intervention de l'Etat destinée à éviter les explosions sociales [25]. Tous deux sont rejetés violemment par le lobby libéral, et les portes de la Société d'économie politique leur demeurent donc fermées.

Cette société savante reste au cœur du dispositif institutionnel du lobby. Par ailleurs, tandis que la maison d'édition Guillaumin prospère, le réseau de presse des économistes s'étoffe. Le *Journal des Economistes* est toujours le lieu décisif d'élaboration et de diffusion du libéralisme. La revue mensuelle, dirigée par J. Garnier jusqu'à sa mort en 1881, s'adresse tout autant au monde savant qu'au monde politique qu'elle espère éclairer et influencer. Cependant à partir de 1873, une nouvelle publication, *l'Economiste français* [26], est lancée par l'entreprenant Paul Leroy-Beaulieu (1843-1916), le gendre de Michel Chevalier. Son hebdomadaire, qui consacre une large place aux informations pratiques, s'adresse aux négociants et aux industriels qu'il s'efforce de rallier au libéralisme.

Jusqu'en 1878, Marx est absent des livres d'économie politique, mais sa notoriété se construit au rythme des références qui lui sont faites dans ces deux revues économiques : 26 au total, dont 20 dans le *JDE* et 6 seulement dans cette publication moins théorique qu'est *l'EF*. Ces références sont certes d'importance inégale — simples allusions ou analyses, généralement courtes. Les sujets des articles où elles se situent sont significatifs. Six de ceux-ci (4 dans le *JDE*, 2 dans *l'EF*) sont consacrés à l'AIT, cinq (3 dans le *JDE*, 2 dans *l'EF*) au mouvement socialiste alle-

---

24. Par ses livres publiés en général directement en France, où ils sont vivement discutés, ainsi que par ses articles de la *Revue des Deux-Mondes*, il est très intégré à la vie intellectuelle française ; c'est pourquoi nous le prenons en compte dans cette étude.

25. Sur P. Cauwès, voir Y. Breton et M. Lutfalla (dir.), *L'Economie politique en France au XIX^e siècle*, Economica, 1991, pp. 335-351.

26. Il sera désormais noté *l'EF*.

mand ; par ailleurs Marx est signalé dans 6 études sur le Socialisme de la chaire (toutes dans le *JDE*). Si ce dernier thème est plus complexe, mêlant les préoccupations d'ordre politique et théorique, les deux premiers s'inscrivent directement dans une conjoncture politique qui inquiète le libéralisme. C'est donc bien l'image politique du dirigeant socialiste — plus que celle du théoricien — qui se dégage de ces notations, et domine la représentation que les économistes se font de Marx.

Marx, dirigeant de l'Internationale

Ceux-ci suivent avec une extrême attention les congrès de l'Internationale, comme fascinés par une Association qu'ils ont tant redoutée, et dont ils ne sont pas sûrs que la scission scelle la mort. P. Leroy-Beaulieu fait « la une » de *l'EF*, quatre semaines de suite, avec le récit circonstancié des deux congrès parallèles de Genève en 1873. Ses allusions à Marx sont brèves, notant par exemple que le « Conseil central était sous l'influence d'un homme presque tout puissant, le célèbre Karl Marx » [27].

Au *JDE*, la rubrique est confiée à Charles Limousin, un personnage au profil original. Il a joué (ainsi que son père) un rôle non négligeable dans les débuts de la Section française de l'AIT. Il s'en détache cependant dès 1866. L'étrange est que, rentré dans la mouvance fouriériste, il se retrouve (peut-être son appartenance maçonnique contribue-t-elle à l'expliquer) membre de ce club très fermé qu'est la Société d'économie politique. Toujours est-il que, replaçant les luttes politiques du moment dans leur contexte historique, ses appréciations sont beaucoup plus profondes que celles de Leroy-Beaulieu. Surtout, il est le premier à exposer, à sa manière, la doctrine politique de Marx : « Le système lassallien ou marxiste consiste dans la mainmise par l'Etat sur toutes les terres, sur les instruments de travail, sur tous les capitaux, et leur exploitation par un procédé non indiqué. » Il ajoute que, contrairement à Bakounine, Marx veut « conserver l'Etat », s'en emparer et lui « faire décréter l'application de son système » [28]. Limousin

27. P. Leroy-Beaulieu, « L'Association internationale des travailleurs » (3), *l'EF*, 26, 11 oct. 1873, p. 705. Lors du congrès suivant, il évoque le « grand pontificat de Karl Marx, le philosophe socialiste », cf. *l'EF*, 38, 19 sept. 1874, p. 341.

28. Ch. Limousin, « Coup d'œil historique sur l'Internationale », *JDE*, 38 (112), avril 1875, p. 83.

n'a sans doute jamais lu directement les écrits de Marx, et il ignore — comme tous les économistes, à l'exception de Laveleye — jusqu'à l'existence du *Manifeste communiste*. Il n'empêche que l'on voit ici s'ébaucher la représentation originelle d'un Marx étatiste, tout à fait étrangère à celle qu'en donne M. Block à partir de l'analyse du seul *Capital*.

Il faut signaler enfin, à propos du Congrès international de Gand en 1877, un article signé d'Eugène Petit, un collaborateur épisodique du *JDE*. Pour la première fois, le « Programme de l'Internationale » lui est attribué [29]. Mais surtout, l'auteur considère que le socialisme de ce dernier est « scientifique ». Il s'inspire là, très certainement, de l'important article d'E. de Laveleye paru en 1876 dans la *Revue des Deux-Mondes*, dont nous allons parler. La doctrine de Marx est scientifique, explique Petit, dans la mesure où, s'appuyant sur les grands noms de l'économie politique, elle reconnaît certains des principes de cette science. Cependant cette forme de socialisme est moins efficace, selon l'auteur, que celle, « pratique », d'un Lassalle. C'est pourquoi il prédit que malgré « une méthode raisonnée, scientifique même, M. Karl Marx n'a pu être et ne sera jamais un réformateur. Tout au plus dans son genre peut-il aspirer à être un socialiste doctrinaire, scientifique mais non pratique » [30].

Ce curieux pronostic rejoint les appréciations des économistes sur le rôle proprement politique du dirigeant socialiste dans le mouvement allemand.

Marx et le mouvement socialiste allemand

Si le dynamisme du socialisme allemand, en effet, les préoccupe vivement, les économistes en ont en général une vision unilatérale qui sous-estime l'influence de Marx. Il est vrai que celle-ci apparaît encore très peu au grand jour. Dans les années 1860 ils ont été impressionnés par la brillante personnalité de F. Lassalle, et ils restent sous le choc de sa victoire, dans le combat qu'il mena pour la direction du mouvement ouvrier, contre le bourgeois libéral Schulze-Delitzsch, le créateur des coopératives ouvrières, que les économistes apprécient toujours beaucoup. Du coup, la lutte entre les lassalliens et les socia-

29. E. Petit, « Les congrès socialistes en Allemagne », *JDE*, 47 (140), avril 1877, pp. 189-190.
30. *Ibid.*, p. 192.

listes « marxistes » d'Eisenach leur échappe. Le congrès de Gotha en 1875, qui allait sceller leur union, est à peine mentionné dans le *JDE*.

L'économiste belge Emile de Laveleye — le meilleur spécialiste, avec M. Block (lequel ne s'exprime pas sur le congrès de Gotha) du socialisme allemand — est le seul à rendre compte vraiment de l'événement. Dans son article de 1876 que nous venons d'évoquer, « Le socialisme contemporain en Allemagne », Laveleye est frappé par la « rapidité incroyable » avec laquelle le « socialisme militant » s'est développé en quelques années dans ce pays. Analysant sa vitalité, il évoque l'unification récente des deux associations socialistes, dont l'hostilité passée tenait surtout, selon lui, à des rivalités personnelles [31]. Le programme de Gotha est à ses yeux proche de celui de Louis Blanc et des socialistes français de 1848. Ce n'est bien sûr pas dans ce texte, très marqué par l'héritage lassallien, qu'il pouvait déceler l'action de Marx sur le mouvement allemand [32]. L'essentiel de son article est d'ailleurs consacré à la critique du *Capital*, car — comme M. Block — c'est la spécificité très théorique du socialisme allemand qui l'intéresse.

Cependant l'influence proprement politique de Marx n'échappe pas à Laveleye qui est, durant cette période, le mieux renseigné sur la vie du personnage. Outre son origine israélite, il relève son mariage avec Jenny von Westphalen et son amitié avec Engels [33]. Mais surtout, il est le seul à mentionner le *Manifeste communiste* [34]. Certes il n'est pas sûr que Laveleye en ait une connaissance directe : il ne cite pas son titre et, sans faire aucune allusion à sa théorie de la lutte des classes, il n'en retient que l'internationalisme ainsi que la nécessité, pour les travailleurs, de conquérir les droits politiques. Mais

---

31. E. de Laveleye, « Le socialisme contemporain en Allemagne. I. Les théoriciens », *Revue des Deux-Mondes*, 1er sept. 1876, pp. 121-122.

32. Les épineux problèmes que posent cette action et les critiques virulentes formulées par Marx sur le programme de 1875 ne seront connus que dix ans plus tard, lors de la publication française de sa « Lettre sur le programme de Gotha ».

33. *Ibid.*, p. 135. Nous n'avons trouvé, chez les économistes, aucune autre référence à Engels, dont la brochure *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, traduite par Lafargue et publiée en 1880 eut pourtant un écho certain dans le milieu socialiste.

34. Le *Manifeste communiste* ne sera publié qu'en 1885, en feuilleton dans le journal guesdiste *le Socialiste ;* et en brochure seulement en 1897.

c'est précisément sur ces points qu'il repère l'empreinte politique de Marx sur le mouvement germanique ; il note en effet que ce sont là « les deux principes qui guident encore aujourd'hui le socialisme allemand et européen » [35].

Les rédacteurs du *JDE* et de *l'EF* sont nettement moins perspicaces quand ils citent Marx dans leurs papiers consacrés à l'Allemagne. J. Garnier, se souvenant sans doute des *Mystères de l'Internationale,* le qualifie d'« ancien secrétaire de M. de Bismarck » [36]. Quant à Louis Reybaud, grand pourfendeur en son temps du communisme utopique, il trace un portrait peu flatteur du chef socialiste :

> *Il n'a été,* prétend-il, *pour les ouvriers allemands, qu'un nom en l'air et une influence de passage. A peine peut-on voir en lui un brouillon mystique, un esprit mal réglé* [...]. *Le bagage de Karl Marx, comme chef de parti, n'a été ni bien nouveau, ni bien considérable* [37].

En vérité, l'agitation ouvrière persistante et la force électorale du socialisme allemand alertent davantage les économistes que le poids de l'influence de Marx qu'ils mesurent mal. De plus, Bismarck est à leurs yeux le plus redoutable des socialistes, le promoteur d'un « Socialisme d'Etat » dont le danger leur semble encore plus menaçant que ne l'est le socialisme révolutionnaire. C'est précisément dans ce contexte d'une situation allemande complexe que s'expliquent les réactions très vives des économistes français face au Socialisme de la chaire.

Le Socialisme de la chaire

Ces professeurs d'économie connus, vite qualifiés par leurs ennemis de « Katheder-Sozialisten », se sont organisés en 1872, en rupture avec le « Laissez-faire » absolu, traditionnel du libéralisme, qu'ils jugent incapable de résoudre la question sociale. Très influencés par l'Ecole historique, il ne croient pas aux « lois naturelles » de l'économie ; et, dans la foulée de la philosophie allemande, ils réhabilitent le rôle de l'Etat, dont l'inter-

---

35. E. de Laveleye, « Le socialisme... », *op. cit.*, p. 135.
36. J. Garnier, « Chronique économique », *JDE,* 32 (94), oct. 1873, p. 167.
37. L. Reybaud, « Les agitations des ouvriers en Allemagne », *JDE,* 37 (109), janv. 1875, pp. 18-19.

vention leur semble nécessaire pour améliorer la justice sociale.

La réaction des économistes français va être extrêmement rapide et souvent virulente à leur égard. De 1872 à 1878, alors qu'il n'y a qu'un seul article de fond sur Marx dans le *JDE*, on en trouve 8 sur le Socialisme de la chaire. La critique, à l'exception notable de Laveleye très proche de la « Nouvelle Ecole », est unanime, mais deux tendances se font jour. Pour les ultra-libéraux, J. Garnier en tête, il s'agit de véritables socialistes qu'il convient de combattre d'autant plus qu'ils se présentent comme de simples réformistes, écoutés de Bismarck lui-même. Les autres, plus modérés comme M. Block, voient en eux des économistes qui se trompent lourdement mais avec qui l'accord demeure possible sur quelques préceptes de base du libéralisme.

Cette mobilisation, très passionnelle, des économistes face aux socialistes de la chaire n'est pas sans liens, croyons-nous, avec leur réception de Marx. Ces liens sont complexes, mais paraissent décisifs. Pour la première fois en effet une fracture importante surgit au sein même de l'économie politique. Des économistes, — allemands d'abord, mais rapidement aussi italiens — osent critiquer, en s'inspirant dans une certaine mesure du socialisme, plusieurs des dogmes fondamentaux du libéralisme. Le danger politique est donc grand pour les économistes français qui, depuis l'époque du socialisme utopique, considèrent que les socialistes modérés sont encore plus pernicieux, parce que plus sournois, que les communistes avérés. On peut ainsi penser que ce nouveau courant, en polarisant l'inquiétude politique de nombre de libéraux, fait passer à l'arrière-plan celle qu'ils ont attachée un temps à Marx. L'énergie défensive déployée à son encontre a donc, semble-t-il, comme éclipsé l'attention très politique qu'ils portaient au dirigeant socialiste au lendemain de la Commune.

Par contre, il n'en va pas de même sur le plan théorique. Pour la petite poignée d'économistes qui connaissent bien le socialisme allemand, l'émergence du Socialisme de la chaire est une incitation à approfondir Marx. En témoigne l'évolution de M. Block, qui — à partir de l'étude de cette nouvelle doctrine — en arrive à inscrire quasiment l'auteur du *Capital* dans la généalogie des économistes. Ayant noté que ces universitaires allemands, bien qu'ils se posent en adversaires d'Adam Smith, admettent sur la plupart des questions les principes de la science économique, il ajoute :

C'est qu'il existe un noyau de vérités économiques, auxquelles les socialistes les plus déterminés et les plus dogmatiques, comme Lassalle, M. Karl Marx et d'autres sont obligés de rendre hommage [...]. *Les socialistes ne peuvent raisonner sans admettre les lois économiques comme postulats* [38].

Il reviendra à nouveau sur cette question en 1877 [39]. Ces remarques sont importantes : Marx n'est plus seulement reconnu en tant que théoricien, comme en 1872 ; c'est son affiliation à l'économie politique, sa représentation comme « économiste » qui est amorcée ici.

En fait, le Socialisme de la chaire, en s'affirmant, crée une situation théorique nouvelle. La force du socialisme en Allemagne a amené une partie des économistes de ce pays à briser l'unanimisme libéral. Mais la brèche ainsi ouverte pousse, en contrecoup, quelques économistes français à réfléchir plus avant sur le libéralisme classique et à s'interroger, dans ce cadre, sur la pensée de Marx, à laquelle les socialistes de la chaire eux-mêmes font référence, bien qu'ils en repoussent les aspects fondamentaux. L'importance prise par la « Nouvelle Ecole » dans les débats économiques en France joue ainsi un rôle central dans la reconnaissance académique de Marx qui s'ébauche à partir de 1879.

La reconnaissance académique de Marx (1879-1883)

La conjoncture — qui, dans les années de l'après-Commune, avait suscité de la part des économistes une attention politique certaine envers le dirigeant socialiste — change. L'Internationale est bien morte, et la loi anti-socialiste de 1878 en Allemagne soulage provisoirement les observateurs. L'effritement de l'intérêt proprement politique à l'égard de Marx se reflète dans les revues : alors que, rappelons-le, il y était mentionné 26 fois de 1872 à 1878, on ne relève plus son nom qu'à 6 re-

38. M. Block, « Le congrès des économistes allemands à Crefeld », *JDE*, 35 (105), sept. 1874, pp. 373-374.

39. « Certains principes ont une telle évidence que tout le monde est forcé de les accepter, Ad. Smith et Ricardo, Karl Marx et Lassalle, aussi bien que tous les modernes, élèves des uns et des autres », M. Block, « Revue des principales publications économiques étrangères », *JDE*, 47 (139), juil. 1877, p. 91.

prises (y compris sa nécrologie) durant les cinq années suivantes, et seulement dans le *JDE*. Les deux allusions les plus significatives sont celles où il se trouve associé au renouveau du socialisme français.

Les revues économiques suivent de très près les congrès ouvriers, annuels depuis 1876. Leur appréciation, favorable au début, tourne vite à l'irritation. Mais ce n'est qu'en 1880 que Charles Limousin discerne dans le « Programme du Parti ouvrier » la filiation idéologique des guesdistes avec Marx, qui lui avait échappée lors du congrès collectiviste de Marseille l'année précédente. « Le communisme de M. Jules Guesde, note-t-il, est celui de M. Karl Marx, plein de vague, de trous et de violence. » [40] Le thème est repris en 1882, quand le *JDE* souligne le rôle dirigeant de Paul Lafargue, le gendre de Marx, « ce qui fait donner quelquefois au collectivisme révolutionnaire le nom de marxisme » [41]. Cependant, au moment où le parti guesdiste commence juste à se structurer de façon indépendante, il ne peut encore prétendre relancer véritablement l'intérêt politique des économistes pour Marx. D'ailleurs *l'Economiste français,* pour sa part, n'établit pas de lien entre le collectivisme, qu'il attaque pourtant vivement, et le chef socialiste, dont il ne jugera même pas utile en 1883 d'annoncer la mort.

Mais si, durant ces quelques années, l'intérêt proprement politique pour Marx est au plus bas, la relève va être prise par l'attention portée, cette fois, à la théorie de l'auteur du *Capital*. L'analyse de celle-ci, absente jusque-là des ouvrages d'économie politique, trouve en effet une place — parfois encore modeste, il est vrai — à partir de 1879, dans cinq livres, rédigés par trois auteurs. Deux d'entre eux ont déjà été évoqués : Paul Cauwès, professeur à la Faculté de droit de Paris, qui publie en 1879 son *Précis du cours d'économie politique ;* et Emile de Laveleye qui fait paraître, outre des *Eléments d'économie politique* (1882), *Le Socialisme contemporain* (1883). Le troisième est Alfred Jourdan (1823-1891), professeur d'économie politique puis doyen de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence, auteur d'*Epargne et capital* (1879) et du *Cours analytique d'économie politique* (1882). On y ajoutera d'abord une

---

40. Ch. Limousin, « L'agitation collectiviste révolutionnaire », *JDE,* 11 (33), sept. 1880, p. 400.

41. « Le parti anarchiste et ses doctrines », article du *Temps* (26 oct. 1882) reproduit dans la « Chronique économique » du *JDE,* 20 (12), déc. 1882, p. 453.

brochure, entièrement consacrée à Marx, rédigée en 1882 par Ernest Martineau, juge à Niort et par ailleurs membre plutôt obscur de la Société d'économie politique. Et surtout l'ouvrage substantiel de Paul Leroy-Beaulieu, *Le Collectivisme, examen critique du nouveau socialisme,* qui — bien que paru un an après la mort du dirigeant socialiste — constitue la publication du cours qu'il a professé en 1881-1882 au Collège de France.

On perçoit là ce qui fait le paradoxe de la réception de Marx durant cette période. Tandis que, pour le gros des économistes, celui-ci n'est encore que le chef de la défunte Internationale, que les revues s'en désintéressent, une petite poignée d'universitaires introduisent l'auteur du *Capital* dans leur enseignement. Cette reconnaissance académique traduit, sans aucun doute, une inflexion notable dans l'accueil qui lui a été réservé jusqu'ici. Désormais c'est l'intérêt scientifique qui domine, bien que ces analyses, très hostiles et se recommandant toutes de la tradition militante de l'économie politique, s'inscrivent en même temps étroitement dans le champ politique. La représentation d'un Marx théoricien de l'économie politique a été ébauchée, on s'en souvient, dès 1872 par Maurice Block, puis approfondie en 1876 par Laveleye. C'est elle qui est consacrée à présent, à la faveur d'une conjoncture théorique modifiée, venue d'Allemagne.

Marx « économiste » ?

Le poids de cette « conjoncture allemande » ne saurait être sous-estimé. Tout d'abord ce n'est évidemment pas un hasard si nos cinq auteurs sont de fort bons connaisseurs de la culture et de la langue germaniques, qui lisent les textes en allemand. Mais surtout, à l'exemple de M. Block, ils replacent Marx dans le contexte doctrinal très particulier qui règne outre-Rhin : Lassalle bien sûr, mais aussi Schaeffle et les socialistes de la chaire sont également étudiés dans les livres que nous avons cités, et souvent aussi longuement que Marx lui-même.

Ce regroupement s'impose à leurs yeux parce que tous ces théoriciens combattent l'économie politique sur son propre terrain ; mieux : ils revendiquent une scientificité dont les économistes français réservaient jusqu'ici le monopole au libéralisme traditionnel. Comme M. Block l'a perçu le premier, la frontière, jusque-là rigide, qui séparait science économique et socialisme se distend. Si les socialistes de la chaire sont de faux socialistes et de vrais économistes, se pourrait-il que Marx, à

coup sûr socialiste, soit un « économiste » ? La question n'est pas posée de façon explicite, mais elle sous-tend indéniablement les ouvrages considérés. Car à travers la prise en compte de son œuvre par les universitaires, un autre enjeu se dessine : celui d'une redéfinition de l'« économie politique » qu'implique précisément la mise en cause du libéralisme pur par les socialistes de la chaire. Or l'existence de ce débat sous-jacent conditionne largement la façon d'envisager le rapport de Marx à l'économie politique et l'appréciation de la valeur « scientifique » de son œuvre. Sur ces points, deux positions, opposées, se dessinent. Pour les uns, la science demeure le libéralisme traditionnel, qu'ils défendent contre ses ennemis, qu'il s'agisse de l'hétérodoxie venue de l'économie politique elle-même, ou du socialisme. Telle est la position de Jourdan et de Leroy-Beaulieu, pour qui Marx est un adversaire résolu de l'économie politique, dénué donc de toute valeur scientifique. Par contre Cauwès et Laveleye insistent sur le fait qu'il puise ses munitions au sein de l'économie politique. C'est là, pour eux, la preuve que la lutte contre le socialisme nécessite une révision critique et une adaptation du libéralisme classique. On voit ainsi s'esquisser une conception nouvelle, élargie, de la science économique, qui brise l'identité jusque-là établie entre « économie politique » et libéralisme pur. Dans ce cadre, ils sont amenés à reconnaître que Marx non seulement s'intègre bien dans la lignée des économistes — comme le suggère, on l'a vu, M. Block dès 1874, mais encore qu'il donne ainsi au socialisme une « base scientifique » [42].

A. Jourdan est de loin le plus virulent. Dans l'« Avant-propos » d'*Epargne et capital,* il lance une attaque au vitriol contre Hegel et la métaphysique allemande, et dénonce « les économistes venus (...) se ranger sous le drapeau de la science pure, de la métaphysique ; c'est du moins leur prétention » [43]. Sont pareillement visés socialistes de la chaire et « socialistes proprement dits », dont Marx, sur lequel il ironise : « Les inventions de Karl Marx ! Les excentricités de Proudhon (...), quelques emprunts à des compatriotes plus modestes que lui,

42. E. de Laveleye, *Le Socialisme contemporain,* Baillière, 1883 ; l'édition utilisée est celle de 1902, p. XXXIX.

43. A. Jourdan, *Epargne et capital, ou du meilleur emploi de la richesse ; exposé des principes fondamentaux de l'économie politique,* Aix, A. Makaire, 1879, p. XV.

voilà son bagage scientifique. » [44] Pour Jourdan, rien n'a changé depuis les années 1850 : il s'agit de défendre la « vraie science économique » contre les « utopies socialistes » [45].

La position de P. Leroy-Beaulieu, souvent très polémique elle aussi, se rapproche de celle Jourdan. Pour lui le collectivisme est un « socialisme prétendu scientifique », dont la science véritable se doit de faire l'analyse, car — écrit-il :

> *C'est un procédé indirect et efficace d'étudier l'économie politique ;* [...] *C'est la démonstration d'une vérité par la réfutation des erreurs contraires à cette vérité. Nous allons donc rechercher dans ce livre ce que les écoles anti-économiques pensent de la valeur, de la richesse, du travail, du capital* [46].

Curieuse formulation, en fait, qui reprend pour désigner les doctrines de Lassalle et de Marx le vieux concept d'« écoles anti-économiques », tandis qu'elle se propose d'examiner leurs positions... en économie politique ! C'est que l'auteur reste fidèle aux thèses classiques des économistes, tout en considérant implicitement les théoriciens socialistes comme des adversaires situés sur son propre terrain.

Pour ces deux économistes, la critique de Marx sera donc l'occasion d'une défense et illustration du libéralisme pur. Il en va tout autrement de P. Cauwès et d'E. de Laveleye. Celui-ci, dans l'article de *La Revue des Deux-Mondes* de 1876 déjà cité, insère Marx plus fermement que ne le faisait Block dans la descendance des grands maîtres de l'économie politique :

> *Marx,* affirme-t-il, *fonde son système sur des principes formulés par les économistes de la plus grande autorité, Adam Smith, Ricardo, de Tracy, Bastiat* [...]. *Si l'on admet ces prémisses, Marx prouvera, avec une logique irréfutable, que le capital est le produit de la spoliation* [47].

---

44. *Ibid.*, p. XXIII, note 32 ; cf. aussi p. 391, où l'auteur affirme que Marx n'a « aucune valeur scientifique, aucune intelligence des phénomènes économiques ».
45. *Ibid.*, p. XXIII.
46. P. Leroy-Beaulieu, *Le Collectivisme. Examen critique du nouveau socialisme,* Guillaumin, 1884. Edit. utilisée : 1893, p. XV et p. 3.
47. E. de Laveleye, « Le socialisme... », *op. cit.*, I, p. 136.

C'est avant tout la théorie de la valeur-travail que Laveleye refuse ; car si on l'admet, note-t-il, face à la « logique d'acier » du *Capital,* « on est perdu » [48]. D'ailleurs, il n'hésite pas à caractériser ainsi le projet de Marx : « renverser les bases de la société actuelle en s'appuyant sur les principes mêmes de l'économie politique » [49].

On est loin de la vieille antienne d'une science économique infaillible opposée aux utopies socialistes. Dans *Le Socialisme contemporain* où cet article est réédité en 1883, Laveleye explicite très clairement le renversement de perspective auquel l'a conduit l'étude de Marx et du socialisme allemand. Alors que l'« on avait cru trouver dans les enseignements de l'économie politique le moyen de combattre le socialisme », écrit-il, cette science a, au contraire, procuré « leurs armes les plus redoutables » aux socialistes. Et d'ajouter : « C'est donc l'économie politique qui a fourni au socialisme une base scientifique et qui lui a permis de sortir (...) des rêves de l'utopie. » [50] L'auteur en conclut à une transformation nécessaire de l'économie politique, incluant avec les apports du christianisme social ceux des socialistes de la chaire. Cette profession de foi, qui valut au livre un succès de scandale, montre en tous cas que la reconnaissance de Marx comme économiste impliquait de briser l'assimilation traditionnelle de l'« économie politique » et du libéralisme pur, et de remettre en question, avec certains de leurs dogmes fondamentaux, le monopole scientifique exercé par les « économistes ».

P. Cauwès participe du même mouvement de révision critique de la science économique. L'un des aspects importants qui ressort de son *Précis du Cours d'économie politique* est la mise en accusation insistante de l'Ecole anglaise, créditée d'avoir, avec Ricardo, imposé le postulat très pernicieux du caractère inévitable des antagonismes sociaux. Dès sa préface, il ne ménage pas les éloges à Bastiat, qui tenta de réagir par sa conception de l'harmonie naturelle des intérêts. Mais l'économie politique de l'époque, constate-t-il,

> *ne voyait pas que la doctrine dite orthodoxe prêtait le flanc aux attaques des socialistes : c'est dans l'arsenal*

48. *Ibid.*, p. 143.
49. *Ibid.*, p. 148.
50. E. de Laveleye, *Le Socialisme contemporain, op. cit.*, p. XXXIX.

des économistes que Proudhon et Karl Marx ramassèrent les armes qu'ils ont tournées contre le capital avec les ressources d'une dialectique si subtile [51].

Comme Laveleye, Cauwès repère donc dans les erreurs théoriques du libéralisme classique ce qui donne sa force au socialisme, et il justifie par là sa tentative d'élaborer une nouvelle doctrine — « éclectique » dit-il lui-même — mieux à même d'assurer l'ordre social. Bien qu'il ait une certaine sympathie pour le Socialisme de la chaire, il lui reproche de partir de « l'axiome » des antagonismes sociaux dont il a « pris l'idée à l'Ecole anglaise et à Karl Marx » [52]. Quant à Marx lui-même, Cauwès convient qu'il a fait « œuvre scientifique », mais dans la mesure même où il a adopté pour base de sa doctrine les théories de l'Ecole anglaise [53].

Outre qu'il est piquant de voir le socialiste allemand faire son entrée à l'Université de Paris dans le cadre, inattendu, de la critique des économistes anglais, on doit bien admettre que la position de Cauwès et de Laveleye ne manque pas d'ambiguïté. Car s'ils reconnaissent à l'œuvre de Marx une certaine valeur scientifique, c'est en la mesurant à l'aune de sa filiation avec des économistes classiques que pourtant ils contestent. Cela semble toutefois moins paradoxal quand on constate que leurs lectures du *Capital* diffèrent peu, finalement, de celles d'un Jourdan ou d'un Leroy-Beaulieu.

La critique du Capital : « *oublis* » *et incompréhensions*

Tous nos auteurs en effet, restant prisonniers de la problématique libérale qui leur est fondamentalement commune, commettent le même contresens sur l'œuvre. A considérer les résumés, incomplets, qu'ils en fournissent, ou leurs commentaires sur une méthode qu'ils comprennent mal, il est clair que le projet et la perspective d'ensemble qui font l'originalité du livre échappent presque totalement aux économistes. Leur attention se polarise par contre sur la théorie de la plus-value. En l'isolant ainsi, coupée de la problématique spécifique de Marx, les critiques ont le sentiment de se retrouver en terrain connu.

---

51. P. Cauwès, *Précis du Cours d'économie politique*, L. Larose, 1879, t. I, p. IX.
52. *Ibid.*, t. II, p. 652.
53. *Ibid.*, t. I, p. 190 ; t. II, p. 215.

Ayant réduit l'ouvrage à une « théorie de la répartition », ils argumentent désormais contre une doctrine qui les choque parce qu'elle dénie toute légitimité à la rémunération du capital. C'est sur ce terrain, limité, que s'exprimeront à nouveau les divergences que nous venons de relever entre économistes. Mais il n'empêche que, confinés dans des grilles conceptuelles qui restent proches, ils développent, les uns comme les autres, des lectures singulièrement réductrices du *Capital.*

Les articles de Block et de Laveleye commencent chacun par un résumé de l'ouvrage. Celui de Maurice Block, est le plus complet. Il est le seul, en particulier, à faire une place au chapitre initial, sur la marchandise, avant de suivre le déroulement du livre : la transformation de l'argent en capital, la production de la plus-value absolue, puis relative. Par contre, il n'aborde pas la dernière section, consacrée au procès d'accumulation du capital [54]. Laveleye ne retient de celle-ci que quelques lignes sur l'origine historique du capitalisme, puis il cite, comme s'il s'agissait de la conclusion de Marx, sa formule connue dénonçant l'accroissement concomitant de la richesse et de la misère aux deux pôles de la société [55]. P. Leroy-Beaulieu, qui ne prétend pas présenter un abrégé du *Capital,* en décortique avec minutie les chapitres qu'il juge fondamentaux. Ce n'est pas le cas du premier, décisif pourtant au plan de la méthode, mais dont l'auteur affirme qu'il « ne contient rien d'essentiel » [56]. Lui aussi arrête son étude à la plus-value relative, sans mentionner la fin. Le schématisme le plus extrême est illustré par la brochure d'Ernest Martineau, qui entend condenser le système de Marx en deux pages, consacrées en fait à la plus-value [57]. Il semble d'ailleurs que l'auteur n'a pas lu *Le Capital* et qu'il utilise les textes de Block et de Laveleye.

---

54. M. Block, « Les théoriciens... », *op. cit.,* I, p. 25 ; l'auteur s'en justifie ainsi : « Il ne nous semble pas utile de continuer cette analyse ; n'admettant pas les prémisses, les conséquences perdent tout intérêt. »

55. E. de Laveleye, « Le socialisme... », *op. cit.,*I, p. 143.

56. P. Leroy-Beaulieu, *Le Collectivisme, op. cit.,* p. 252.

57. E. Martineau, Conférence Boncenne (Palais de justice de Niort), *Examen du système social de Karl Marx, fondateur de l'Internationale,* Niort, 1882, pp. 6-8. Le texte de cette conférence, très confus, reprend les arguments des économistes, sans toujours les bien comprendre. Par contre, la brochure — dénonçant « le système de Marx sur le capital » comme étant à la base du socialisme en France, Allemagne et Russie — témoigne de l'inquiétude des notables de province.

On aura noté qu'aucun des économistes ne relève ce qui constitue, de fait, la conclusion du *Capital ;* ce passage, devenu célèbre, où Marx expose comment le développement même de la production capitaliste engendre à son tour les conditions de sa destruction inéluctable, et débouche sur la propriété sociale des moyens de production. Cet « oubli » est d'autant plus remarquable qu'il s'accompagne de l'affirmation, maintes fois reprise, selon laquelle Marx ne saurait que critiquer. C'était déjà l'opinion de M. Block [58], qu'un P. Leroy-Beaulieu accentue : « Karl Marx nie, et toute sa sagesse ne va pas au-delà de négations répétées ; son imagination est à court quand il s'agit de constituer le monde nouveau. » [59] L'auteur s'autorise d'ailleurs de cette lacune pour « compléter » Marx par Schaeffle ; ce qui oriente sa critique du collectivisme dans un sens anti-étatiste prononcé, modifiant ainsi la perspective propre du *Capital.* Jourdan procède de même. En fait, P. Cauwès est le seul à présenter d'une façon plus précise la position de Marx. Son livre ne réserve pourtant qu'une seule page, mais dense, à la critique de celui-ci. Après avoir expliqué ce qu'est la plus-value, il ajoute :

> *Par conséquent, la plus-value, source du capital, étant illégitime, la production doit cesser d'être* capitaliste, *les instruments de travail doivent faire retour à la communauté ou à une production sociétaire* [60].

Ce raccourci, fort bref, est sans doute ce qui — à l'époque — donne l'idée la plus exacte de la pensée de Marx, prise dans son mouvement.

Car il semble bien que ce soit là le problème principal. Les « oublis » des économistes sont le signe de ce qu'ils ne comprennent pas, dans son fond, l'objectif et la démarche de Marx. Enfermés dans la problématique libérale, ils ne perçoivent pas que celui-ci vise à analyser le procès d'ensemble du mode de production capitaliste, à le penser dans la dynamique qui mène, selon lui, nécessairement à sa disparition, ce

---

58. M. Block, « Les théoriciens... », *op. cit.*, I, p. 36 : « M. Marx ne propose rien — que nous sachions du moins. »

59. P. Leroy-Beaulieu, *Le Collectivisme, op. cit.*, p. 315.

60. P. Cauwès, *Précis..., op. cit.*, t. II, p. 215. Ce texte est également le seul indiquant aussi clairement que la plus-value est au fondement de l'accumulation du capital.

pour quoi la dialectique constitue une véritable armature méthodologique ; car, comme l'explique la « Postface à la deuxième édition allemande » du *Capital,* « dans l'intelligence positive de l'état de chose existant elle inclut du même coup l'intelligence de sa négation, de sa destruction nécessaire » [61].

Il est d'ailleurs révélateur que ni Laveleye ni Leroy-Beaulieu, bien qu'ils utilisent cette édition allemande de 1873, ne soufflent mot de la Postface. Seul Jourdan mentionne le texte, mais sans en discerner l'importance [62]. Les économistes ne se privent cependant pas de critiquer la méthode de l'ouvrage. Tous relèvent le terme obligé de « dialectique ». Mais ils n'y voient au mieux qu'une rhétorique inutilement compliquée et, le plus souvent, une véritable sophistique [63].

Toutefois, malgré leur conception superficielle de la dialectique marxienne, il est une de ses implications qu'ils ne peuvent pas ignorer. En se voulant l'analyse conceptuelle du procès de la production capitaliste, *Le Capital* présuppose en effet que les catégories de l'économie politique classique ne sont que des notions abstraites, incapables d'appréhender dans le mouvement de leur émergence et de leur destruction nécessaires les formes sociales-historiques dont est tissé le processus socio-économique — formes qu'elles présentent, au contraire, comme des faits de nature, existant de toute éternité. Les économistes ne saisissent pas cette démarche méthodologique, dont Marx s'autorise pour prétendre fonder « scientifiquement » le projet révolutionnaire de « dépassement » du capitalisme dans la mesure même où il instruit, comme le dit le sous-titre du *Capital,* la « critique de l'économie politique ». Par contre, ils sentent fort bien la menace que constitue le caractère historique des catégories marxiennes, qui s'oppose radicalement à la problématique libérale. C'est pourquoi ils se refusent énergiquement à l'admettre, en particulier quand il s'agit du concept central de « capital ». Jourdan note ainsi que, pour Marx, « le capital n'est qu'une manière d'être sociale de la production », avant d'ironiser sur le thème : comment peut-on ne pas reconnaître

---

61. K. Marx, « Postface à la 2e édition allemade », *Le Capital, op. cit.,* p. 18.

62. A. Jourdan, *Epargne et capital, op. cit.,* p. 395, note 12.

63. Sur ce point, voir : M. Bloch, « Les théoriciens... », *op. cit.,* p. 25 ; E. de Laveleye, « Le socialisme... », *op. cit.,* p. 137 ; A. Jourdan, *Epargne..., op. cit.,* pp. 390-391 ; P. Leroy-Beaulieu, *Le Collectivisme, op. cit.,* p. 207.

que les instruments de travail, sont, en eux-mêmes, des capitaux ? [64] P. Leroy-Beaulieu est encore plus clair :

> *Karl Marx,* écrit-il, *ne veut voir dans le capital qu'une catégorie historique nouvelle et transitoire, non un fait permanent qui a été contemporain des premiers progrès du genre humain. Nos ancêtres les plus reculés, ceux de l'âge de pierre, créaient et possédaient du capital, car ces outils informes en pierres polies leur servaient à faciliter leur tâche* [65].

Et certes si le capital est l'outil en lui-même, la cause est entendue. Sa pérennité est assurée.

Le credo libéral permet ainsi d'écarter d'un revers de main ce qui confère à l'optique marxienne sa portée doublement subversive pour l'époque. « Oublis » et incompréhensions se conjuguent en effet pour désamorcer, dans la lecture qu'en font les économistes, ce qui se veut socialement et théoriquement révolutionnaire dans le texte de Marx. Car que reste-t-il, en fait, pour eux du *Capital ?* Essentiellement une théorie de la « répartition », répondent nos auteurs [66]. La question sur laquelle se concentrent les feux de leurs critiques est celle de la plus-value. Mais dès lors qu'elle est isolée d'un procès d'ensemble du capital qui leur échappe et coupée d'une perspective socio-historique qu'ils rejettent, la théorie de la plus-value peut effectivement venir s'inscrire, sans trop de problèmes, dans le découpage usuel de l'économie politique, qui distingue production, distribution et consommation. Les économistes se retrouvent donc sur un terrain bien balisé, où Marx, d'ailleurs, ne fait souvent à leurs yeux que répéter Proudhon. Dans la tradition de la lutte anti-socialiste, il ne s'agit plus pour eux, maintenant, que de réfuter une théorie de la répartition des richesses

---

64. A. Jourdan, *Epargne et capital, op. cit.,* p. 392.
65. P. Leroy-Beaulieu, *Le Collectivisme, op. cit.,* p. 253.
66. La critique de Marx est intégrée par Cauwès dans le Livre V, « Répartition, propriété, inégalités sociales » de son *Précis* (t. II) ; Laveleye traite du collectivisme (p. 168 *sq.*) dans le Livre III, 1re partie, « La répartition des biens », de ses *Eléments d'économie politique,* Hachette, 1882 ; quant à Jourdan, il évoque Lassalle et Marx (pp. 322-326) dans la 2e partie, « Examen des systèmes de répartition qui portent plus ou moins atteinte à la propriété individuelle... » du Livre III, « De la distribution ou répartition de la richesse », de son *Cours analytique d'économie politique,* A. Rousseau, 1882.

qui les scandalise parce qu'elle prétend priver le capital de sa rémunération légitime.

La critique du Capital : *polémiques sur une théorie de « la répartition des richesses »*

Telle est, en effet, l'unité profonde des économistes : tous se situent au sein de la problématique libérale qui considère la production comme résultant de la combinaison de trois facteurs — la terre, le capital et le travail — lesquels ont ainsi un droit également justifié à rétribution. On ne s'étonnera donc pas de retrouver chez les cinq auteurs la même argumentation fondamentale, réfutant la distinction faite par Marx entre « capital constant » et « capital variable », ce dernier étant seul générateur de la plus-value.

Les économistes s'élèvent d'abord avec véhémence contre l'idée que « le capital dit constant n'ajoute rien à la valeur du produit » [67]. Pour eux à l'inverse, le capital se définit comme l'instrument qui, en augmentant la productivité du travail, crée immédiatement la plus-value. Les machines sont « essentiellement productives de richesses » [68], elles « engendrent un avantage auquel on donne le nom d'intérêt ou de profit » [69] : telle est la raison principale qui justifie la rétribution du capital. De plus, celui-ci est le fruit de l'épargne, rappellent sans cesse les critiques qui ne semblent pas s'apercevoir qu'il en va tout autrement pour Marx. Il est donc normal que cette « espèce particulière de travail, le travail d'épargne » [70], trouve sa rémunération. Enfin, outre la compensation des risques financiers, c'est l'activité propre de l'industriel qui est invoquée. L'idée est reprise par tous, mais avec une insistance particulière par P. Leroy-Beaulieu, qui démontre que l'acharnement et l'ingéniosité du fabricant sans cesse à l'affût des améliorations technologiques et des marchés intéressants méritent récompense. Tout

---

67. M. Block, « Les théoriciens... », *op. cit.*, p. 37. Cf. aussi P. Leroy-Beaulieu, *Le Collectivisme, op. cit.*, p. 267 : « Voilà donc Karl Marx empêtré dans cette pétition de principe absolument déraisonnable que ce qu'il dénomme capital constant ne produit pas de plus-value. »

68. E. de Laveleye, « Le socialisme contemporain... », *op. cit.*, I, p. 148.

69. P. Leroy-Beaulieu, *Le Collectivisme, op. cit.*, p. 267.

70. A. Jourdan, *Epargne et capital, op. cit.*, p. 65. Le terme est employé aussi par P. Cauwès, *Précis..., op. cit.*, t. II, p. 189.

au long de sa polémique contre Marx, on retrouve sous la plume du professeur au Collège de France ce véritable hymne à la gloire de l'industriel, dont il va jusqu'à écrire que « par ses qualités ou par ses défauts (...) il fait naître ou disparaître la plus-value ou le profit » [71].

L'accent ainsi mis sur le rôle de l'entrepreneur s'inscrit directement dans l'héritage théorique de J.B. Say. Il en va de même en ce qui concerne la définition de la valeur qui sous-tend le raisonnement des économistes. A celle de Marx, jugée trop limitative, ils opposent une conception de la valeur liée à l'échange des « services », à « l'utilité » et à « la rareté », caractéristique de l'école française d'économie politique, et qui facilite la prise en compte, dans la répartition du produit, des « services » rendus par le capital [72].

Dans ce cadre, la réfutation précise de la thèse du *Capital* — la plus-value provient du travail gratuit de l'ouvrier — devient presque inutile. Les économistes, ayant réaffirmé avec force leur propre doctrine de l'origine et de la légitimité du profit, se contentent donc (à l'exception de Cauwès et de Laveleye) de proclamer que la théorie de Marx est une absurdité, qui « s'écroule comme un château de cartes » [73]. M. Block voit dans le temps de travail gratuit « une assertion qui ne repose sur rien », et raille : « Voilà donc la base du système de M. Marx : une supposition ! » [74] A. Jourdan ironise sur les cinq heures de travail seules nécessaires pour assurer la subsistance de l'ouvrier [75]. Quant à P. Leroy-Beaulieu, qui consacre près de cinquante pages à l'exposé critique du *Capital,* il se satisfait, sur ce chapitre, de cette curieuse objection : « Comment Karl Marx explique-t-il que l'ouvrier consente ainsi à travailler le double du temps qui serait nécessaire pour le faire vivre ? Il se tait sur ce point. » [76]

Ce n'est pas un hasard si les deux auteurs qui prennent au sérieux la question du travail gratuit sont aussi ceux qui contes-

---

71. P. Leroy-Beaulieu, *Le Collectivisme, op. cit.,* p. 274 ; cf. aussi pp. 239, 248, 279, etc.
72. Voir M. Block, « Les théoriciens... », *op. cit.,* p. 27 ; E. de Laveleye, « Le socialisme... », *op. cit.,* p. 145 ; A. Jourdan, *Epargne et capital, op. cit.,* pp. 66 et 393 ; P. Cauwès, *Précis..., op. cit.,* t. I, p. 188.
73. P. Leroy-Beaulieu, *Le Collectivisme, op. cit.,* p. 281.
74. M. Block, « Les théoriciens... », *op. cit.,* p. 32.
75. A. Jourdan, *Epargne et capital, op. cit.,* p. 393.
76. P. Leroy-Beaulieu, *Le Collectivisme, op. cit.,* p. 269.

tent certains des aspects du libéralisme pur. Cauwès, à vrai dire, est très succinct : le travail graduit peut exister, mais de façon accidentelle [77]. La position de Laveleye est beaucoup plus intéressante. Il se démarque explicitement de Block qui a voulu démentir l'existence même de ces heures de travail dont le patron « se réserve le produit sans compensation ». Mais il le fait sans sortir lui-même de la problématique libérale : « Le fait invoqué par Marx est cependant incontestable. Le maître ne peut donner à celui qu'il emploie la pleine valeur du produit », car il ne saurait alors trouver de quoi couvrir l'intérêt du capital, la rente et le profit. [78] Il ne peut donc s'agir de donner raison à Marx. Quelques lignes plus loin, il précise : « Le fait constaté par Marx est donc bien réel ; mais ce n'est point par des subtilités économiques sur la plus-value qu'on peut attaquer un partage du produit qui résulte des lois civiles. » [79] Dire que ce sont des « lois civiles » qui président à la répartition, c'est affirmer que ce ne sont pas des « lois naturelles ». Et c'est précisément sur ce point que Laveleye, à la suite du Socialisme de la chaire, s'oppose au libéralisme traditionnel. Il s'en explique clairement dans *Le Socialisme contemporain*, où il remarque que ce sont les critiques des socialistes qui ont conduit les économistes, naguère fervents partisans des « lois naturelles », à reconnaître que « tout ce qui concerne la répartition des richesses dépend des coutumes et des lois, que ces lois ont varié aux différentes époques, et que par conséquent une application plus rigoureuse de la justice peut beaucoup les améliorer » [80]. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, de le voir attaquer avec une telle vigueur la théorie de la valeur-travail des classiques. Car elle débouche sur la thèse du « salaire nécessaire » de Ricardo, une conception de la répartition « naturelle », intangible, du produit, qu'il suffirait à Marx, selon lui, de reprendre et d'exploiter au détriment du capital [81].

Sa critique du *Capital* et des socialistes, pour qui « tout ce existe est le résultat de lois nécessaires qui gouvernent les sociétés humaines » [82], s'articule ainsi avec sa contestation des « lois

77. P. Cauwès, *Précis...*, *op. cit.*, t. II, p. 216.
78. E. de Laveleye, « Le socialisme... », *op. cit.*, p. 143.
79. *Ibid.*, p. 144.
80. E. de Laveleye, *Le Socialisme contemporain*, *op. cit.*, p. XLIX.
81. E. de Laveleye, « Le socialisme... », *op. cit.*, p. 146.
82. *Ibid.*, p. 149.

naturelles » du libéralisme. Cette contestation reste pourtant limitée, car Laveleye ne reconnaît le caractère historique, et par là modifiable, que des seuls principes de la répartition — suffisant pour ouvrir la perspective d'une réforme sociale inspirée par l'esprit de justice de l'Evangile, et capable d'éviter le déchaînement de la violence socialiste révolutionnaire [83].

Qu'elle soit le fait des partisans du libéralisme classique, ou de ceux qui cherchent à le réformer — cette première lecture de Marx par des universitaires est donc aussi celle qui l'insère — de fait pour les premiers, explicitement pour les seconds — au sein de l'économie politique. Mais même lorsque la critique du *Capital* s'intègre dans une attaque en règle contre l'orthodoxie économique, nos économistes les plus novateurs ne parviennent pas à se dégager du champ de la problématique libérale, et tentent d'y enfermer un texte dont ils ne se révèlent pas aptes à saisir la portée réelle.

Dans ces conditions, inscrire, comme ils le font, l'œuvre de Marx dans le registre de la science économique ne tient pas seulement de la simple équivoque. L'ambiguïté d'une telle position fait davantage encore ressortir le contresens dont ils font preuve, à l'endroit du projet de son auteur, en le reconnaissant comme économiste. Car pour celui-ci, comme il s'en explique dans la Postface du *Capital,* ce n'est plus l'économie politique, mais la critique radicale de ses fondements eux-mêmes, qui relève de la science. L'aveuglement des économistes sur ce point décisif les conduit, dans le même mouvement, à gommer presque entièrement l'horizon historique et philosophique où s'enracine la démarche de Marx, et qui donne à son ouvrage toute sa dimension.

On peut d'ailleurs considérer que cette interprétation profondément réductrice du *Capital* n'est pas étrangère au désintérêt total manifesté par les autres intellectuels, et singulièrement les philosophes, à l'égard d'un livre qui leur paraît, dès lors, ne relever que des débats internes à l'économie politique.

Au demeurant, il ne faudrait pas oublier que la représentation d'un Marx économiste est encore très marginale ; sa notoriété reste faible, et son image floue y compris dans les rangs des économistes. En témoignent les quelques lignes de l'article nécrologique paru dans le *JDE.* Gustave de Molinari — son directeur, un fidèle du libéralisme pur — présente Marx

---

83. *Ibid.* et *Le Socialisme contemporain, op. cit.,* pp. L-LII.

comme « un théoricien notable du socialisme », qui contribua à la fondation de l'AIT. Il mentionne *Misère de la philosophie,* et termine ainsi : « Son œuvre principale est *Le Capital* (1867), qui est considéré comme l'évangile du collectivisme, cette dernière incarnation du communisme. » [84] Passons sur la méconnaissance, déjà signalée, du *Manifeste* et des textes d'analyse socio-historique de la France, méconnaissance qui implique bien sûr celle de la théorie historique et politique de Marx. On remarquera, surtout, que pas un mot ne vient suggérer que ses travaux cités ont un quelconque rapport avec l'économie politique. Le personnage apparaît plutôt comme un militant politique du passé qui, parce qu'il n'effraye plus, ne mérite guère attention.

De fait, il faudra attendre les années 1895 pour que des universitaires s'intéressent, en plus grand nombre et à partir de disciplines diverses, à son œuvre. Contribuent à l'expliquer non seulement la croissance politique du mouvement socialiste, mais aussi l'ouverture théorique que représentent, outre les recherches de G. Sorel lui-même, les textes d'A. Labriola et de B. Croce que celui-ci introduit en France, au travers du *Devenir social,* la revue marxiste qu'il anime avec P. Lafargue. C'est la conception de l'histoire de Marx, jusque-là très négligée, qui focalise alors l'attention — notamment dans le milieu de la sociologie, en pleine structuration. Une nouvelle représentation de l'auteur du *Capital* se construit désormais — celle du sociologue — qui tend à supplanter, au tournant du siècle, la figure de l'économiste. Ce sont cependant les économistes qui auront joué le rôle de précurseurs dans cette découverte — lente et longtemps encore limitée, à tous égards — de la pensée de Marx par les intellectuels français.

---

84. G. de Molinari, « Chronique », *JDE,* 22 (4), avril 1883, p. 165.